DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-SAVOIE

Elections législatives de mars 1993

1[ère] circonscription



Alain PITTE

Suppléante : Catherine MORIN-PINAUD

PARTI SOCIALISTE

Alliance des Français pour le progrès



Dialogue avec Alain PITTE et Catherine MORIN-PINAUD

Q - Vous êtes candidat à l'élection législative investi par le PS. Les sondages sont peu favorables au PS ; n'êtes vous pas un peu kamikaze ?

AP - Une victoire ne se mesure pas seulement en siège obtenu mais aussi par la progression des idées développées, en influence gagnée. J'ai été candidat aux récentes Cantonales. Je me suis nettement déclaré homme de gauche, j'ai dit pourquoi. Les électeurs ont compris ce langage. Mes résultats ont été les meilleurs du Département dans un Canton difficile pour nous.

Q - Votre parti n'accuse pas seulement une désaffection des électeurs, il est aussi atteint par les "affaires".

AP - Pour les électeurs attendons les résultats et je suis optimiste. Quand aux affaires je ne vois autour de moi que des hommes de conviction qui payent surtout de leur personne. La corruption touche une minorité d'hommes politiques de droite ou de gauche. Je suis fier pour ma part d'être du même parti que Louis BESSON, Jean-Pierre COT, Martine AUBRY, jean AUROUX et bien d'autres.

Q - En 1981 le PS voulait "changer la vie" qu'en est-il ?

AP - Nous le voulons toujours. C'est peu dire que la situation actuelle ne nous satisfait pas. Changer nous l'avons fait. Le RMI est une formidable mutation, la Contribution Sociale Généralisée est une mesure d'équité comme l'impôt sur les grandes fortunes. La possibilité de retraite à 60 ans, la décentralisation, l'abolition de la peine de mort, les Lois ROUDY et AUROUX sont des changements qui affectent profondément notre société. Nous n'avons pas été des utopistes. L'utopie c'est se fixer un objectif et de croire qu'une fois atteint tout s'arrêtera. Nous savons que les sociétés sont en mouvement que les mutations prennent du temps, que le combat n'est jamais fini. C'est pourquoi je suis là.

Q - Et le chômage ?

AP - Il obscurcit le jugement sur l'évolution réelle de la France en dix ans. Nous souffrons tous du chômage, de sa présence, de sa menace pour nous et nos enfants, le Gouvernement en a corrigé les effets les plus douloureux ; mais voyez aussi comme la droite est modeste face à ce problème. Mise à part les rodomontades des batteurs

d'estrades habituels, les leaders qui peut-être demain auront ce problème en charge se taisent.

Q - Ils ne se taisent pas tout à fait et vous rendent responsables de l'augmentation des chiffres.

AP - Tout le monde sait qu'il en est de même partout en Europe. Laurent FABIUS à "7 sur 7" a demandé qu'on lui cite UN pays dont la situation d'"ensemble" "revenu moyen, protection sociale, libertés individuelles" soit meilleure que la nôtre. Cela semble une boutade ; pourtant regardez l'Italie, sa maffia, l'état de ses hôpitaux publics. Regardez l'Allemagne et ses chômeurs de l'est, le racisme menaçant, l'inflation double de la nôtre. Regardez l'Angleterre et son paysage social sinistré par des années de "libéralisme".

Q - Le libéralisme, justement, certains Socialistes semblent s'y être ralliés.

AP - Première nouvelle. Le communisme a pu s'effondrer, dix ans de pouvoir Socialiste ont pu faire un certain nombre de déçus. Il reste que deux modèles de sociétés continuent à s'opposer. Il y a d'une part les tenants du capitalisme sauvage, des retraites par capitalisation, du recours aux assurances privées en lieu et place de la sécurité sociale, de l'abolition du droit du travail ; bref, comme ils disent, les tenants de la loi du marché. Je suis de l'autre bord. Je crois que l'Etat a un rôle à jouer pour arbitrer entre les forts et les faibles. Je suis de ceux qui luttent pour que notre système de santé - le meilleur du monde - ne dérive pas vers un modèle Américain laissant des millions de citoyens sans protection, avec des retraites de misère. Je suis de ceux qui pensent que l'injustice est encore partout dans notre riche société et que le combat pour plus d'équité n'est pas fini.

Q - Député, défendrez-vous les intérêts de la Haute-Savoie ?

AP - Je connais les problèmes de la Haute-Savoie. Elu, mon mandat sera de défendre les intérêts de la Nation. Je serai à coup sûr de ceux qui travailleront à interdire le cumul d'un mandat de Député et de mandats locaux. Le principe de la décentralisation : "faire descendre la décision au plus près du terrain" est bon. Dans la pratique il a dérivé à cause des pouvoirs exorbitants confiés aux Maires, notamment en matière d'urbanisme. Tant que la Chambre des Députés sera peuplée de Maires, la réforme nécessaire sera impossible.

Q - Catherine MORIN-PINAUD qui êtes-vous ?

Catherine MORIN-PINAUD - Une Savoyarde née rue Sommeiller à ANNECY et depuis 17 ans professeur à RUMILLY. Une militante de l'Europe. EN 1942, en pleine guerre une amie Allemande a réussi à faire passer à ma mère un message d'amitié. J'étais une enfant, mais cette chose fragile à mûri en moi. J'ai décidé de renouer les fils et de transmettre. Je suis devenu professeur d'Allemand, militante d'Associations Européennes. D'autres réflexions ont fait de moi une Socialiste.

Q - Alain PITTE qui êtes-vous ?

AP - Je suis depuis de longues années un militant du PS comme d'une association de protection de la nature. Je suis le Directeur d'une entreprise d'insertion professionnelle au service des chômeurs et des plus démunis. Par mon épouse infirmière j'ai une approche concrète des problèmes de santé. Je suis aussi un père de famille de 40 ans préoccupé de l'avenir de ses enfants. Ici je suis l'homme qui sollicite les suffrages des électeurs et qui se sait capable d'apporter sa pierre à l'édifice commun, dans la longue tradition des hommes de gauche, passés de l'engagement sur le terrain social à l'action politique.

Vu, le candidat.